

«Pas rapproché d'un millimètre»



Même si assis côte à côte à la table des négociations, Michel Wurth (UEL) et Jean-Claude Reding ont une vision diamétralement opposée quant à la réponse à apporter à la crise

(Photo: Marc Wilwert)

Les positions sont restées figées samedi, lors de la troisième réunion de la tripartite, syndicats et patronat ne s'étant «pas rapprochés d'un millimètre» selon Robert Weber, (LCGB). Pourtant, les discussions se concrétisent, Luc Frieden ayant présenté de nombreuses mesures visant à épargner 1,5 milliard d'euros d'ici 2014. Un tiers par des hausses d'impôts et deux tiers en réduisant dépenses et subventions étatiques.

■ Près de cinq heures et demie de réunion n'ont pas permis aux partenaires sociaux de se rapprocher samedi lors de la troisième réunion tripartite. Car syndicats et organisations patronales ne partagent toujours pas la même analyse de la situation économique actuelle: «Il y a des vues différentes et celles-ci ne semblent pas conciliables, nous ne nous sommes pas rapprochés

d'un millimètre» déclarait Robert Weber par après avant de rajouter: «Je me suis trompé, ils n'ont pas un pavé à la place du cœur, mais une poutrelle Grey».

Ce qui ne signifie cependant pas pour autant qu'un accord est exclu d'office par le syndicaliste: «Un désaccord dans l'analyse fondamentale ne signifie pas qu'on ne puisse pas trouver d'accord dans le détail».

Et justement, il va être question de détails dans les jours à venir. En effet, après que le ministre de l'Economie a présenté des dispositions afin d'assurer un meilleur accompagnement public des entreprises, mesures approuvées par les deux parties, Luc Frieden, ministre des Finances, a présenté une série de pistes visant à épargner 1,5 milliard d'euros d'ici à 2014 afin de rétablir l'équilibre budgétaire: «Nous sommes élus jusqu'en 2014, mais nous avons une responsabilité au-delà de 2014», a souligné le ministre par après. Et de relever que même si le déficit de l'administration publique, estimé à 4,4 % en 2010, était ramené à

0 % en 2014, la dette équivalait alors à plus de douze milliards d'euros (près de 30 % du PIB). Rien que pour les intérêts, l'Etat devra déboursier 251 millions d'euros en 2010. «On ne peut pas dépenser plus que ce que l'on a», souligne encore le ministre, indiquant qu'il serait irresponsable envers les futures générations de ne pas agir aujourd'hui. Même si cela implique des mesures impopulaires.

Concrètement, Luc Frieden prévoit d'épargner un tiers de ces 1,5 milliard d'euros par des hausses d'impôts. Les deux tiers restants devront être atteints en réduisant les dépenses de l'Etat. Ces mesures n'ont pas été évoquées dans le détail, le gouvernement souhaitant que les partenaires sociaux les analysent à tête reposée, en vue de la prochaine réunion. Ce qui n'a pas empêché Luc Frieden d'indiquer qu'il est notamment question de baisse de certains transferts sociaux «pour ceux qui le sentiront le moins», que les subventions étatiques aux communes et aux entreprises seront revues à la

baisse et que les investissements seront maintenus au niveau de 2008. Et de souligner que par conséquent, les salaires de la fonction publique ne peuvent augmenter continuellement... «Il faut voir le tout comme un ensemble», a encore indiqué Luc Frieden estimant que le patronat a sans doute été plus réceptif à ses arguments que les syndicats. Ce qui n'a pas empêché Michel Wurth, président de l'UEL, de prévenir que les entreprises ne doivent pas être handicapées par de telles mesures et de souligner que pour l'UEL, l'économie n'est pas une fin en soi mais qu'elle doit permettre de porter le système social.

Quoi qu'il en soit, patronat et syndicats analyseront désormais ces mesures et informeront le Premier ministre de leurs conclusions avant la prochaine réunion tripartite, l'avant-dernière, prévue le 20 avril. En espérant que la tension retombe d'ici-là. Jeannot Krecké estime pour sa part que les chances de la tripartite d'aboutir à un accord de «50-50».

■ Nicolas Anen

L. Frieden: pas d'accord à tout prix

Luc Frieden, ministre des Finances: «A partir du moment où l'on s'assied tous à une table, il est clair que l'objectif est d'aboutir à un accord. Mais trouver un accord pour trouver un accord n'est pas le but du gouvernement. Notre objectif est d'avoir des entreprises compétitives, de faire face au problème du chômage et d'assainir la situation des finances publiques. Et nous ne paierons pas n'importe quel prix, juste pour aboutir à un accord. Nous espérons que nous en trouverons qui ait du sens, mais si ce n'est pas le cas, le gouvernement et le Parlement prendront leurs responsabilités. L'enjeu est énorme et le pays est dans une situation très difficile. J'espère que tous en sont conscients et se montreront prêt à trouver un compromis».

M. Wurth: l'économie n'est pas une fin en soi

Michel Wurth, président de l'Union des entreprises luxembourgeoises: «Nous sommes en crise et il faut donc réagir et rejoindre les bouts. Si on veut réussir cela il faut que chacun prenne ses responsabilités. Et nous sommes prêts à prendre les nôtres, mais uniquement si nous sommes persuadés que la bonne voie est suivie. Car les entreprises ne votent pas mais elles aident à créer les richesses du pays. L'économie n'est pas une fin en soi, mais un moyen de maintenir notre bon système social et notre bon modèle social».

R. Weber: une voie à ne pas suivre

Robert Weber, président du LCGB: «Les patrons ont une tout autre approche. Ils disent que si l'économie est soutenue, ils résoudront tous les problèmes de chômage, des finances publiques et des revenus des gens en général. Mais dans un premier temps les gens doivent serrer les dents, être choqués et sentir la gravité de la crise. C'est une voie que nous ne voulons pas suivre».